

Service public : l'heure des désobéisseurs

Ils sont postiers, profs ou électriciens et ils refusent d'appliquer certaines mesures au nom de la défense de l'intérêt général.



STÉPHANE CHARNACÉ 46 ans, postier-guichetier :

«Je ne renvoie pas les gens vers les machines»

Je suis au guichet depuis vingt ans. Les bureaux de poste sont devenus de vrais magasins. On nous demande de vendre, et lorsqu'on propose des produits, de commencer par les plus chers. Par exemple, pour un courrier, il faudrait poser la question : «Voulez-vous que cela arrive demain ?» La personne répond oui. On lui recommande alors le Chronopost, le produit le plus cher : 22 euros. Alors qu'avec un timbre à 58 centimes, une lettre a 85% de chances d'arriver le lendemain. Je ne dis pas que le Chronopost n'a pas d'avantages – un suivi, une assurance –, mais pour des cas particuliers. En tant que résistant, je ne décline pas la gamme des produits par le haut. «On nous demande aussi de pousser le public vers les machines pour faire leurs opérations. L'idée derrière, c'est qu'il y ait moins de postiers. Moi, je continue à

prendre les lettres, je ne renvoie pas systématiquement les gens vers les machines, je prends le temps de leur parler. Dans mon bureau, je suis le seul à dire ouvertement les choses. D'autres disent qu'ils approuvent les directives, mais ils ne les appliquent pas. «Pour moi, la démarche du résistant, c'est de ne pas tomber sous la coupe des objectifs commerciaux. On désobéit, mais sans faire de faute professionnelle, on reste dans le cadre. On risque des sanctions, c'est un jeu d'équilibre. Depuis 1995, je milite à SUD PTT pour que la Poste reste un service public. Car c'est clair, on va vers une privatisation. Si je compare, l'attitude du résistant est un peu plus individuelle que celle du syndicaliste. Je n'ai pas eu besoin de me déclarer un jour résistant : pour moi, c'est naturel, c'est l'éthique du postier.»



ANDRÉ LATOUR 53 ans, aide-soignant en psychiatrie :

«J'ai sorti des patients qui étaient à l'isolement»

Je suis aide-soignant à l'hôpital psychiatrique Bel-Air de Charleville-Mézières depuis 1978, avec une interruption de 1988 à 1993 – j'ai été licencié, puis réintégré après avoir gagné mon procès. En tant que résistant, j'ai refusé de mettre des patients à l'isolement. J'en ai sortis, aussi. Une fois, j'ai fait rapatrier dans le service un patient qu'on avait transféré et qui vivait attaché. «Je ne dis pas qu'avant, tout était beau. On leur tapait dessus. Aujourd'hui, c'est plus dans le contrôle : on les gave de médicaments au point qu'ils font pipi sur eux. Et on retire du personnel. Les chefs disent : «Plus besoin de faire de la psychothérapie institutionnelle, on a des médicaments.» Or, la parole soigne. Je résiste aussi dans mes rapports avec les patients. Par exemple, je réponds à leurs questions : «Quand je vais sortir ?»; «Qu'est-ce qui va m'arriver ?» Je

les traite comme mes égaux, pas comme mes inférieurs. «J'ai été sanctionné. Deux fois, on m'a empêché de devenir infirmier. J'ai réussi l'écrit, mais à l'oral, ils m'ont recalé. Aujourd'hui, je suis dans une unité de suppléance, bouche-trou, en somme. Et on évite de me faire travailler les week-ends et les jours fériés – ce qui me fait perdre jusqu'à 200 euros de primes par mois. Mais on ne me fera pas reculer. Je suis comme ça, d'un bloc. «Je suis aussi très engagé dans la CGT. Je participe en plus à des colloques de l'Appel des 39 [lancé après un discours de Sarkozy prônant le tout sécuritaire en HP, ndr] pour transmettre nos pratiques, car les jeunes arrivent souvent très formatés. Le pire, pour moi, ce sont ceux qui disent : «Vas-y toi, Dédé; moi, je ne peux pas, j'ai mon loyer, les enfants...»»

Par **YÉRONIQUE SOULÉ**
Photos **JÉRÔME BONNET**

«**Q**uand quelque chose est légal mais ne nous paraît pas légitime, il faut savoir désobéir. Comme sous Vichy, dont nous n'avons pas reconnu la légalité, même si vos objectifs sont, bien sûr, autres.» Stéphane Hessel, ancien résistant et ambassadeur de

France, était venu conclure samedi, à Paris, le premier Forum des résistances dans les services publics. Il a reçu un accueil passionné de la salle, une centaine de «désobéisseurs» de tous horizons – profs, infirmiers, agents forestiers...

A l'origine de ce forum, le Réseau des enseignants du primaire en résistance, les premiers désobéisseurs à s'être organisés. Il rassem-

ble 3 000 professeurs des écoles ayant signé une charte proclamant qu'ils n'appliqueraient pas certaines réformes jugées nuisibles – plusieurs chefs de file ont d'ailleurs été sanctionnés par des retraits de salaires ou des rétrogradations. Avec ce forum, l'objectif était de nouer des liens, voire de créer un réseau entre tous ces résistants qui ont en commun de vouloir sauver un service public attaqué.

RÉCIT

Ce nouveau type de contestation – non-violente, civique et éthique – reste très minoritaire. Il est ainsi raillé par le ministère de l'Éducation, qui le rapporte au million de profs. Il est pourtant symptomatique d'un mouvement de fond. L'action syndicale classique ne suffit plus. Pour être efficace et défendre des principes bafoués, il faut s'engager concrètement, chacun à son niveau.

«Lors de mon enquête, j'ai été frappée de voir que les résistants d'un secteur ignoraient ce qui se passait ailleurs», souligne Elisabeth Weissman (1), invitée du forum. Il y a aussi ceux qui ne disent rien mais qui enrayent la machine, comme ces conseillers de Pôle emploi qui refusent de ne passer que quatre minutes au téléphone avec les chômeurs ou qui refusent pour ne pas les radier.» ◆
(1) La Désobéissance éthique (Stock).



VÉRONIQUE DECKER 53 ans, directrice d'école :

«Nous refusons les évaluations de CE1 et de CM2»

«**J**e suis d'abord une militante pédagogique, pour une école publique de qualité où on avance ensemble sans se lâcher la main, et non une école "de la réussite". Je me suis engagée avec une bonne partie de l'équipe de l'école, car c'est dans nos quartiers – nous sommes à Bobigny, en Seine-Saint-Denis – que les effets des réformes sont les plus violents. Nous refusons les évaluations de CE1, de CM2 et la prime de 400 euros par enseignant qui va avec. Elles sont absurdes : contrairement aux anciennes évaluations de CE2, qui nous permettaient de voir ce que les gamins avaient acquis, même partiellement, on voit seulement ce qu'ils savent ou ne savent pas. Ce sont les prémisses d'un filtrage des élèves. Ensuite, nous refusons d'appliquer l'aide personnalisée comme elle est prescrite : prendre six élè-

ves en difficulté pour leur faire refaire ce qu'ils n'ont pas compris. Nous, nous aidons tous les élèves qui en ont besoin. «En tant que directrice, je refuse de remplir le questionnaire "base élèves", car l'école n'est pas là pour constituer des fichiers. Enfin, nous sommes dans le Réseau Education sans frontières (RESF). Aujourd'hui, nous nous battons pour les enfants roms que nous voyons arriver sans chaussettes en hiver ou tout mouillés car ils ont passé la nuit dehors après que leurs cabanes ont été rasées. «Nous sommes la profession la plus syndiquée de France. Mais les promenades Bastille-Nation et les jours de grève sont inefficaces. Et l'on ne peut rester sans rien faire. La résistance, c'est le moment où la décision politique dépasse la parole et se traduit dans la vie.»



DOMINIQUE LIOT 55 ans, électricien :

«Nous rebranchons les foyers qui en ont besoin»

«**E**ntré à EDF en 1984, je suis mon-
teur-branchement à Toulouse, c'est-à-dire que je travaille en haut des poteaux. Dans le cadre des opérations "Robin des Bois", nous remettons l'énergie – l'électricité ou le gaz – à des gens qui en ont besoin, mais que l'on a débranchés ou à qui on a refusé l'alimentation pour des raisons financières. Nous opérons dans des conditions de sécurité identiques à un travail normal. Puis on remet un papier à en-tête "CGT Grand Toulouse" aux personnes rétablies. Je dis bien "nous", car nous sommes un regroupement de syndicalistes CGT. Ce qui est spécifique à Toulouse, c'est que nous sommes en lien avec des associations – Les enfants de Don Quichotte, Droit au logement, etc. Parfois, des assistantes sociales nous appellent directement.

En janvier 2010, j'ai été mis à pied trois semaines – sans salaire, donc. Motif : j'avais revendiqué un rétablissement d'électricité chez un couple de RMistes avec une petite fille de 2 ans. Mais il n'y a pas tant de sanctions que cela, car nous revendiquons collectivement au nom de la CGT Énergie. «C'est inacceptable qu'au XXI^e siècle des gens soient coupés car ils ne peuvent pas payer. Une partie de l'opinion croit qu'il y a une pause l'hiver, comme pour les expulsions. Or, on reçoit des ordres de débranchement, y compris de foyers n'ayant que le service minimum d'électricité. J'appelle nos directions, si elles en ont le courage, à venir voir des personnes qui ne peuvent payer leurs factures et à leur proposer de les acquitter plutôt que de donner à manger à leurs enfants. Résister, c'est avant tout faire des actions humaines.»